

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Alberto ITURRALDE

*Sous la direction de
Denis STOKKINK*

NOTES D'ANALYSE | JUIN 17

Affaires sociales



COMPRENDRE POUR AGIR

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Alberto ITURRALDE

Sous la direction de Denis STOKKINK

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	2
INTRODUCTION	3
I. Crises différentes, cure identique	4
1. Les problèmes structurels ayant mené à la crise	4
2. Crises de finances publiques ou d'endettement privé ?	4
3. Le recours à une austérité excessive	5
II. Les effets dévastateurs de l'austérité	6
1. Émigration et chômage	6
2. Richesse par habitant	8
3. Inégalité et pauvreté	8
4. Santé publique	9
5. Pression fiscale	10
6. Bonheur	11
CONCLUSION	13
BIBLIOGRAPHIE	14

AVANT-PROPOS

Bernard Maris dédicaçait son *Antimanuel d'économie* à l'économiste inconnu « qui toute sa vie expliqua magnifiquement le lendemain pourquoi il s'était trompé la veille ». Aujourd'hui c'est tant le FMI que la Commission Européenne qui expliquent s'être trompés dans les recommandations qui ont coûté une décennie d'austérité à l'Europe du Sud.

Cela dit, il n'est pas évident d'établir un seul facteur à l'origine des difficultés auxquelles font face les classes moyennes du sud de l'Europe. Il est en revanche assez clair que la gestion de la crise des dettes souveraines a été néfaste. Les réactions des dirigeants européens obéissant à la logique du « trop peu, trop tard » ont permis à la crise de se propager et de s'amplifier. Face à la pression des marchés, les mesures de rigueur sont apparues comme l'unique antidote, justifiant ainsi le parti pris néolibéral de l'Union européenne : modifier le rôle de l'État pour le mettre au service de l'économie et la finance au détriment des acquis sociaux.

Pour la Solidarité croit en une politique économique alternative ne nuisant pas systématiquement aux plus démunis ainsi qu'en une vision à long terme impliquant de ne pas faire des économies en abaissant la qualité des services de santé, d'éducation ou de protection de l'environnement.

Dans cette optique, 4 notes d'analyse ont été dédiées à l'austérité pour comprendre comment celle-ci a gagné l'Europe alors que ses conséquences potentiellement désastreuses étaient connues d'avance, ainsi que pour présenter les perspectives qui s'ouvrent à présent pour la zone euro.

Solidairement vôtre,

Denis Stokkink, Président

INTRODUCTION

« Durant la crise de l'euro, les pays du Nord ont fait montre de solidarité avec les pays touchés par la crise. En tant que social-démocrate, j'accorde une importance exceptionnelle à la solidarité. Mais on a aussi des obligations. Je ne peux pas dépenser tout mon argent en schnaps [un alcool fort] et en femmes et ensuite vous demander de l'aide. »¹

Ce sont les propos tenus par le président de l'Eurogroupe, Jeroem Dijsselbloem, dans une interview le 20 mars 2017 au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

Ces propos simplistes cachent une réalité bien plus complexe et contribuent à mettre les peuples les uns contre les autres. Et ce alors qu'ils n'ont pas la responsabilité de la crise. La crise ne vient pas de l'irresponsabilité des ménages. D'ailleurs, il serait sans doute plus exact de dire qu'elle vient de l'irresponsabilité des banquiers. L'endettement excessif des pays de la zone euro vient d'une croissance très faible conjuguée au recours massif à l'emprunt par les secteurs public et privé favorisé par l'attractivité de taux très bas des années 2000'.

Suite à la crise, le sauvetage des banques par le secteur public et la hausse des taux d'intérêts provoquée par la perte de confiance dans les États trop endettés a davantage augmenté la dette. Ainsi, si certains gouvernements se sont endettés sans limite, d'autres qui géraient correctement leurs finances publiques ont vu exploser leur dette à cause du sauvetage du secteur privé, le poids du chômage et la relance de l'économie. Face à ce scénario de surendettement, la recette prescrite a été celle de l'austérité, mais imposée dans des doses excessives elle s'est avérée contre-productive.

Cette note d'analyse vise à expliquer dans un premier temps que bien que les crises des pays de la zone euro étaient différentes entre elles, le remède a été le même pour tous. Dans un second temps, elle aborde les conséquences d'une austérité appliquée de façon excessive dans les pays du Sud de l'Europe.

¹ GODIN, Romaric. « Eurogroupe : Jeroen Dijsselbloem dérape et refuse de s'excuser », *La Tribune*, 21 mars 2017. bit.ly/2nRcxad

I. CRISES DIFFÉRENTES, CURE IDENTIQUE

Les crises qui ont frappé les pays de la périphérie de l'Union Européenne (UE) étaient de nature différente. Si la crise grecque vient d'un problème de finances publiques, ce n'est pas le cas pour tous les pays du Sud. Et si les crises sont venues de problèmes hétérogènes, la cure prescrite par la *Troïka*² a été plus ou moins la même pour tous : hausse des impôts, coupes des dépenses publiques, de salaires et de retraites, privatisations...

1. LES PROBLÈMES STRUCTURELS AYANT MENÉ À LA CRISE

Les défauts structurels de l'Union économique et monétaire (UEM) ont une grande part de responsabilité dans la crise que vit actuellement la zone euro. Avec la création de l'UEM, les taux d'intérêts auxquels les pays membres se finançaient ont tous convergé vers ceux de l'Allemagne³, pays réputé le plus sûr. Cela a eu pour effet de rendre l'emprunt plus attractif dans les pays du Sud de l'Europe comme l'Espagne, le Portugal, la Grèce ou l'Italie. Ainsi, ces pays se sont mis à consommer plus que ce qu'ils ne produisaient, en creusant les déficits extérieurs alors que l'Allemagne cumulait les excédents.

Parallèlement, des différences quant à l'inflation subsistaient⁴ : les prix augmentaient davantage dans les pays du Sud qu'en Allemagne et les pays du Nord. Cette hausse de l'inflation a contribué à dégrader la compétitivité-coût des pays périphériques, dégradant encore plus la balance commerciale des pays du Sud.

Ces déséquilibres entre pays du Sud et pays du Nord rendaient impossible la tâche de la BCE de trouver une politique monétaire appropriée pour tous les États membres. Ainsi, les pays périphériques se retrouvaient avec des conditions trop favorables à l'emprunt, avec parfois des taux d'intérêt réels négatifs. Cela signifie que les taux que payaient les ménages qui s'endettaient étaient compensés par l'augmentation des prix et des salaires.

Tout cela a eu pour effet de faire croître l'endettement public et/ou privé jusqu'au point d'être insoutenable.

2. CRISES DE FINANCES PUBLIQUES OU D'ENDETTEMENT PRIVÉ ?

Il faut cependant différencier deux cas de figure : celui où les gouvernements ont mal mené la gestion des finances publiques, en s'endettant excessivement sans une croissance suffisante ; et celui où les ménages et entreprises s'endettaient grâce à des banques qui n'y voyaient pas les risques.

Certaines banques des pays du Sud ont beaucoup prêté durant les années 2000' favorisant ainsi l'émergence de bulles immobilières que l'État n'a pas régulé (i.e. en encadrant l'augmentation des prix

² La *Troïka* désigne la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

³ DUVAL, Guillaume. « Comment la zone euro en est-elle arrivée là ? », *Alternatives économiques*, 1 mars 2010. bit.ly/2m1ht1

⁴ PITON, Sophie. « Divergence des prix relatifs : une maladie européenne ? », *La Lettre du CEPII*, septembre 2016 (n°369). bit.ly/2qEMkvM

des loyers par la loi). En 2009, la dette privée en Espagne, Portugal et Irlande était très élevée : elle dépassait la barre des 200% du PIB⁵. La crise des *subprimes* est venue bouleverser cette dynamique. Les banques se sont retrouvées avec des actifs toxiques qui ne valaient plus rien. Les ménages n'avaient pas les moyens de rembourser leur dette et le prix de l'immobilier a chuté. À ce moment-là, les États ont renfloué les banques qui, autrement, auraient fait faillite. L'État a donc pris en charge le désendettement privé en laissant filer les déficits⁶. Si on ajoute à cela la charge du chômage et de la relance, on comprend comment la dette publique a pu augmenter si rapidement par exemple en Espagne. Entre 2009 et 2011, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal ont enregistré des déficits de l'ordre de 10%, atteignant 32,1% pour l'Irlande en 2010. Ainsi, la dette privée s'est mutée en dette publique, sans que cela vienne d'une mauvaise gestion des finances publiques (sauf si l'on considère que le sauvetage des banques relève de la mauvaise gestion).

Depuis l'année 2000, certains pays comme la Grèce, l'Italie ou le Portugal sont structurellement déficitaires⁷. C'est en s'endettant qu'ils corrigeaient les pertes en productivité et en compétitivité de leurs économies. Au Portugal notamment, les pertes en compétitivité ont creusé la dette extérieure, faisant gonfler la dette publique. C'était un problème structurel, qu'on peut difficilement régler avec des liquidités d'une durée de trois ans. En Italie, le coût de l'État social n'était pas financé par l'impôt mais par la dette publique. Cette décennie a été caractérisée par une faible croissance qui a eu pour conséquence de faire augmenter le ratio dette/PIB. C'est lorsque ce ratio a préoccupé les marchés financiers que la crise des dettes s'est enclenchée.

Le 18 octobre 2009, deux semaines après son accession au poste de Premier Ministre de la Grèce, Georges Papandréou découvre et déclare que les statistiques économiques publiées par le gouvernement sont fausses. C'est un choc pour les marchés financiers : le déficit grec s'élevait à 12,7% du PIB⁸. La panique provoque une énorme fuite de capitaux : tout le monde retire les avoirs qu'ils ont dans les banques grecques. Alors les agences de notation dégradent la note de la Grèce, les taux d'intérêt auxquels elle peut emprunter s'élèvent. Cette prime de risque devient dès 2010 trop élevée, laissant la Grèce en dehors des marchés des capitaux et l'obligeant à recourir à l'aide de la *Troïka*. Depuis 2010 cette dernière accorde des plans d'aide sous conditions impliquant de réformes structurelles et des plans d'austérité. La faiblesse de la croissance qui s'en est suivie n'a pas permis de réduire le ratio de dette/PIB qui était de 126,7% en 2009 et de 176,9% en 2015⁹.

La crise grecque a fait tomber un tabou : un pays de la zone euro pouvait faire défaut. Cela a déclenché l'effet de contagion, qui s'est traduit par l'augmentation des taux d'intérêt reflétant les doutes des investisseurs sur l'État réel des pays trop endettés¹⁰.

Face à cette pression des marchés, les pays endettés comme le Portugal ou l'Irlande ont dû accepter l'aide de la *Troïka* qui offrait des taux plus attractifs pour assainir les finances publiques et sauver les banques. Cela en échange de réformes structurelles et coupes budgétaires.

3. LE RECOURS À UNE AUSTÉRITÉ EXCESSIVE

Suite à la crise de la dette souveraine, l'assainissement des finances publiques était certes nécessaire. Toutefois, l'Union Européenne aurait dû procéder différemment pour minimiser les impacts sociaux. Deux reproches fondamentaux peuvent être faits. Charles Wyplosz se charge de faire le premier:

⁵ Eurostat : voir tableau ici bit.ly/2rmkrtg

⁶ « Questions à Patrick Arthus », *La documentation française*, septembre 2012. bit.ly/2qz3aRi

⁷ Eurostat : voir tableau ici bit.ly/1zZlkcl

⁸ « Comment la crise grecque est devenue celle de l'euro », *Le Monde*, 12 mai 2011. lemde.fr/2rnnrc1

⁹ Trading Economics : voir données ici bit.ly/2o6Kqa9

¹⁰ Eurostat : voir tableau ici bit.ly/2qs8HWz

« Faire de l'austérité en période de récession aggrave la récession. Le moment était mal choisi.¹¹ »

Comme l'a avoué le FMI, l'effet récessif des politiques de rigueur a été trois fois plus important qu'attendu et a tué la reprise dans la zone euro¹².

Un autre reproche peut être fait à la *Troïka* et ses recommandations : l'ampleur de l'austérité imposée notamment par des objectifs de réduction de déficit trop drastiques. La logique était de faire payer les pays considérés irresponsables, comme en témoignent les négociations pour le troisième plan d'aide à la Grèce. Ministre de finances grec à l'époque, Yanis Varoufakis avait présenté aux créanciers un plan d'aide amendé qui, tout en permettant une réduction plus échelonnée de la dette, tenait davantage compte de l'impact social dans les réformes structurelles envisagées. Le plan a été directement rejeté.

Pourtant, l'expérience du nouveau gouvernement de gauche de Costa au Portugal prouve qu'il est possible de concilier réduction du déficit et retour aux droits sociaux d'avant-crise¹³. Il a progressivement augmenté les salaires de la fonction publique, le salaire minimum et certaines prestations sociales, supprimé la surtaxe sur l'impôt sur le revenu, annulé l'augmentation de la TVA sur la restauration et réinstallé les négociations collectives dans les entreprises publiques. Ces mesures ont rendu du pouvoir d'achat aux ménages, ce qui a relancé la consommation et créé de l'emploi.

De plus, l'analyse réalisée dans le second rapport iAGS¹⁴, montre que l'Irlande aurait gagné en moyenne 1,2 point de croissance par an entre 2011 et 2015 si le gouvernement avait choisi d'étaler l'austérité dès 2011, c'est-à-dire de limiter les impulsions budgétaires à 0,5 % du PIB.

Les problèmes de dosage et de *timing* ont été fatals : ils ont replongé les pays les plus touchés par la crise dans la récession et ont aggravé les conditions sociales de la majorité de la population.

II. LES EFFETS DÉVASTATEURS DE L'AUSTÉRITÉ

Les PIIGS¹⁵ ont été touchés le plus durement par l'austérité et ses effets néfastes. Les indicateurs économiques et sociaux donnent une photographie de la situation d'avant crise et celle d'aujourd'hui. Toutefois, ils ne suffisent pas pour illustrer l'ampleur des conséquences. Pour cela, il faut comprendre les changements dans les millions de vies quotidiennes.

1. ÉMIGRATION ET CHÔMAGE

La crise a été responsable de la perte de millions d'emplois. Les ajustements du secteur privé conséquents d'une demande déprimée et l'austérité du secteur public pour gagner en compétitivité ont contribué à la perte d'emplois. Ainsi, certaines personnes, notamment les jeunes, sont contraintes d'émigrer pour chercher du travail. C'est le phénomène connu sous le nom de « fuite de cerveaux ». Le pays supporte les coûts de formation d'étudiants qui ensuite partent travailler à l'étranger. Les pays

¹¹ WYPLOSZ, Charles. « Pourquoi ce rejet d'Europe ? », *Telos*, 11 avril 2017. bit.ly/2qAbDjd

¹² ITURRALDE, Alberto. « L'austérité : une théorie contestée », Note d'analyse, *Pour la solidarité*, juin 2017.

¹³ DOR, Eric. « Comment le Portugal est parvenu à réduire ses déficits tout en augmentant ses retraites et ses salaires », *Atlantico*, 3 avril 2017. bit.ly/2oAhnsD

¹⁴ *Independent Annual Growth Survey*, association qui réunit des économistes internationaux pour offrir une alternative à l'*Annual Growth Survey* publiée par la Commission européenne.

¹⁵ Terme utilisé pour désigner les pays suivants : Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne, ici sans aucune connotation négative.

recevant cette main d'œuvre qualifiée ne supportent pas les coûts qui lui sont associés. Ce processus bénéficie aux pays du Nord, notamment l'Allemagne, au détriment des pays du Sud de l'Europe.

Conséquences de l'austérité : chômage et émigration dans les PIIGS et l'Allemagne

							
		Grèce	Portugal	Irlande	Espagne	Italie	Allemagne
Chômage en pourcentage de la population active (moyenne annuelle)	2007	8,4	9,1	4,7	8,2	6,1	8,5
	2015	24,9	12,6	9,4	22,1	11,9	4,1
émigrants / population totale (au 1 ^{er} janvier de l'année, en %)	2007	0,37	0,07	1,11	0,51	0,09	0,77
	2015	1,01	0,39	1,67	0,74	0,24	0,43

Source : Eurostat

Ce tableau montre l'augmentation du taux de chômage dans les pays du Sud, provoquant l'émigration de milliers de personnes vers les pays du Nord, où le chômage a diminué depuis la crise. De plus en plus de Portugais prennent le large pour s'envoler vers le Brésil ou l'Angola, anciennes colonies où les flux de migration se sont inversés¹⁶. De plus, ce pays connaît depuis dix ans une fuite de cerveaux inédite : un jeune diplômé sur dix quitte le pays et 20% des diplômés portugais seraient établis à l'étranger¹⁷. Si pour certains cela semble positif, le vice-président du Conseil de la Jeunesse en Espagne, Javier Pueyo, avertit :

« Il est très important de distinguer la recherche volontaire d'opportunités à l'étranger, qui a toujours existé, et l'émigration imposée par des conditions économiques et d'emploi qui t'empêchent de survivre et construire un projet de vie autonome. »¹⁸

Le chômage constitue un fardeau pour l'économie d'un pays et un frein pour l'activité. L'émigration des jeunes demandeurs d'emploi, forcée par un marché du travail bouché ainsi que le chômage de longue durée mettent à mal la croissance future.

¹⁶ MOSSARD, Mathilde. « Portugal, l'austérité ou l'exode », *Le Journal International*, 11 avril 2013. bit.ly/2rn482q

¹⁷ ROMANO, Anabela. « Entrevista: Fuga de cerebros », *Universia Portugal*, 28 août 2015. bit.ly/2gyM1Yi

¹⁸ CARRETERO, Rodrigo. « Jóvenes españolas emigrantes en busca de trabajo », *El Huffington Post*, 13 octobre 2012 (traduction de l'auteur). bit.ly/2rTPuX

2. RICHESSE PAR HABITANT

PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (par rapport à la moyenne de l'UE, base=100)					
	 Grèce	 Portugal	 Irlande	 Espagne	 Italie
2007	93	81	148	103	107
2009	94	82	129	101	106
2015	68	77	177*	90	96

Source : Eurostat

* : ce chiffre est à relativiser, ces indicateurs peuvent varier énormément pour l'Irlande du fait des transferts de bénéfices des multinationales, **il était de 137 en 2014.**

Ce tableau permet d'appréhender à quel point les mesures d'austérité ont été dévastatrices. La crise financière touche toute l'Europe, c'est la raison pour laquelle on ne voit pas de grands changements par rapport à la moyenne entre 2007 et 2009. En revanche, on constate que les crises des dettes souveraines ont été bien plus douloureuses et ont touché davantage les pays représentés dans le tableau. À l'exception de l'Irlande, ils ont tous vu leur PIB par habitant diminuer par rapport à la moyenne européenne.

3. INÉGALITÉ ET PAUVRETÉ

S'il est vrai que les mesures d'austérité ont appauvri les populations des pays du Sud, toutes les strates n'ont pas été touchées de la même façon. Le tableau ci-dessous montre que les inégalités ont augmenté sans exception.

Conséquences de l'austérité dans les PIIGS : inégalité et pauvreté						
PAYS		 Grèce	 Portugal	 Irlande	 Espagne	 Italie
Coefficient de Gini du revenu disponible	2007	49,4	51,0	48,2	45,4	47,7

équivalent						
(pensions incluses dans les transferts sociaux)	2015	60,7	64,1	51,1	50,8	48,6
Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale	2007	28,3	25,0	23,1	23,3	26,0
(en % de la population totale)	2015	35,7	26,6	26,0	28,6	28,7

Source : Eurostat

Le coefficient de Gini sert à mesurer l'inégalité : ici, plus le chiffre est proche de 100, plus la redistribution des revenus dans le pays est inégale. Le tableau ne laisse nul doute : les inégalités ont augmenté partout, particulièrement en Grèce et au Portugal. Le pourcentage de la population en risque de pauvreté a suivi la même tendance.

Le lendemain de la crise, le paysage espagnol est noir : un reportage photographique de Samuel Aranda l'illustre bien mieux que ces statistiques¹⁹. Des familles n'ayant pas pu payer leur loyer attendent la venue de la police pour les expulser, le logement appartient désormais à la banque. D'autres ont perdu leur emploi, n'ont plus droit au chômage et survivent avec des aides de 400 euros.

« *Quand il n'y a plus d'argent, c'est ce qu'il nous reste.* »²⁰

C'est ce que déclarait une femme espagnole de 33 ans ayant perdu son emploi et condamnée à chercher de la nourriture dans les poubelles. Les professeurs remarquent que de plus en plus d'enfants viennent à l'école sans avoir pris de petit déjeuner. L'augmentation de la TVA de trois points a rendu la vie plus chère et des milliers de familles renoncent à certains aliments.

4. SANTÉ PUBLIQUE

L'État n'est plus à même de jouer son rôle protecteur. Cela a des conséquences très graves sur la santé de la population. En Grèce, depuis 2008 le budget de la santé a été réduit de 40%²¹ et les effets se font ressentir de façon flagrante. La hausse du prix des médicaments ainsi que l'allongement du temps d'attente pour les malades a fait que nombre de Grecs ne se font plus soigner par le médecin. Les infections de VIH ont doublé. La malaria éradiquée depuis le début des années 1970' a fait son retour²². À quoi bon réduire le budget de prévention d'une maladie si le contrôle d'une épidémie va coûter beaucoup plus cher ?

¹⁹ Voir le reportage photo ici : nyti.ms/2rbQG1l

²⁰ DALEY, Suzanne. « Spain Recoils as Its Hungry Forage Trash Bins for a Next Meal », *New York Times*, 24 septembre 2012. nyti.ms/2rap6Bf

²¹ STUCKLER, David & BASU, Sanjay. « How austerity kills », *New York Times*, 12 mai 2013. nyti.ms/2liMrf

²² *Ibidem*.

**Dépenses par tête du gouvernement dans la santé (en dollars internationaux) :
PIIGS vs. Allemagne**

	 Grèce	 Portugal	 Irlande	 Espagne	 Italie	 Allemagne
2009	2064	1878	2906	2301	2481	3230
2014	1294	1744	2511	2102	2449	3990

Source : OMS

Le tableau ci-dessus nous permet de remarquer que les plans d'austérité à partir de 2010 se traduisent par la baisse des dépenses par tête en matière de santé dans les PIIGS. Les États ont tenté d'améliorer la gestion de leur système de santé notamment par des privatisations et des réductions ou non-remplacement d'effectifs. Or, les manifestations dénonçant un manque de moyens dans le secteur font plus la norme que l'exception dans ces États.

5. PRESSION FISCALE

La population des pays du Sud de l'Europe connaît un appauvrissement sans précédent, dû au chômage conjugué aux nombreuses coupes dans l'État-providence et la hausse des impôts. Ironiquement, ce n'est plus l'État qui protège ses citoyens du risque d'accidents, mais les contribuables qui protègent l'État de la perspective du défaut. En effet, c'est au tour du gouvernement de puiser dans les poches des citoyens pour rassurer les investisseurs et agences de notation par rapport à sa capacité de paiement.

Le cas grec est ahurissant. Si l'on se réfère aux chiffres, le tableau ci-dessous montre que les impôts sur le revenu ou la TVA ont augmenté, contrairement à l'impôt sur les sociétés.

Pression fiscale en Grèce

	Impôt sur les sociétés (% du PIB)	Impôt sur le revenu (% du PIB)	TVA (% du PIB)
2007	2,45	4,65	11,42
2009	2,51	4,47	10,97
2014	1,88	5,88	15,52

Source : OCDE

En mai 2012, Christine Lagarde disait la chose suivante :

"Je pense qu'ils [les Grecs] devraient s'aider mutuellement (...) en payant tous leurs impôts".²³

En Grèce, ce sont les oligarques qui ont les moyens de faire de l'évasion fiscale (estimée à 12% - 15% du PIB selon le FMI). L'Église orthodoxe ne paye pas d'impôts alors qu'elle possède d'innombrables propriétés. De plus, les compagnies navales profitent du fait qu'elles ne payent pas de taxe sur le fioul pour le revendre illégalement en le faisant passer pour du gazole. Dans ces conditions, la hausse des impôts se fait au détriment des plus faibles.

En septembre 2013, le justifiant par des problèmes informatiques, le gouvernement a envoyé les avis de paiement des trois dernières années d'un nouvel impôt foncier décidé en 2010. Pour la classe moyenne, cet impôt sur 3 ans devient insupportable : beaucoup ont dû vendre leur logement pour en louer un plus petit²⁴. La perte de pouvoir d'achat est sans aucun doute une des causes de la réduction du niveau de bonheur dans les PIIGS.

6. BONHEUR

Pour appréhender les effets de l'austérité dans la vie des personnes, il n'y a qu'à leur demander. L'indice du bonheur du *World Happiness Report 2016* est calculé en demandant aux gens de noter leur vie de 1 à 10, ce qu'on appelle l'échelle de Cantril. Le tableau ci-dessous montre le changement de cet indice entre 2007 et 2015.

Conséquences de l'austérité sur le niveau de bonheur dans les PIIGS							
							
		Grèce	Portugal	Irlande	Espagne	Italie	Allemagne
Variation de l'indice du bonheur (de 2007-2009 à 2013-2015)	Variation	-1.294	-0.282	-0.238	-0.711	-0.735	+0.486
	Position (sur 126)	126°	94°	91°	118°	119°	21°

Source : *World Happiness Report 2016*

Cet indice nous permet de mieux comprendre à quel point l'austérité a fait ses dégâts. Partout dans les PIIGS les gens se déclarent moins heureux. Mais l'ampleur de la variation est exceptionnelle en Grèce,

²³ ANDRE, Henri-Pierre. « Christine Lagarde appelle tous les Grecs à payer leurs impôts », *Reuters*, 27 mai 2012. bit.ly/2rav4Sv

²⁴ QUATREMER, Jean. « Les maux qui rongent la Grèce », *Libération*, 1 janvier 2014. bit.ly/2racXfj

où cet indice a diminué plus qu'en Égypte, au Venezuela ou au Yémen²⁵. La Grèce se retrouve ainsi en dernière position, ce qui signifie que la variation dans l'indice du bonheur a été la plus importante parmi les 126 pays pour lesquels les données sont disponibles. En Espagne et en Italie, cet indice a baissé plus qu'en Ukraine ou en Iran. L'austérité est sans doute l'une des causes principales.

²⁵HELLIWELL, John & LAYARD, Richard & SACHS, Jeffrey. *World Happiness Report 2016, Update (Vol. I)*. New York: Sustainable Development Solutions Network, 2016. bit.ly/1Z09EQw

CONCLUSION

Les enseignements à tirer de cette récession sont nombreux en termes de résolution de crises mais aussi de prévention. Certes, la récession qui a touché la zone euro a été d'une ampleur inégalée, mais cela n'excuse pas l'indifférence de certains leaders vis-à-vis des conséquences sociales des mesures qu'ils ont prônées. La *Troïka* a voulu répondre par des mesures d'austérité radicales afin d'assainir au plus vite les finances publiques des pays en difficulté. Cependant, les effets négatifs des politiques de rigueur ont été très largement sous-estimés et ont provoqué une catastrophe sociale dans plusieurs pays du Sud de l'Europe. D'autre part, il est important de mettre en place des mécanismes de prévention au niveau européen (tels que l'union bancaire ou le semestre européen²⁶) afin d'anticiper les problèmes potentiels.

Cette crise a eu pour conséquence de détricoter le modèle social européen. Pour Draghi, président de la Banque centrale européenne, il est déjà mort.

« Il n'y a pas d'échappatoire possible à la mise en œuvre de politiques d'austérité très rudes dans les pays surendettés. Cela implique de renoncer à un modèle social fondé sur la sécurité de l'emploi et une redistribution sociale généreuse. »²⁷

Pour maintenir en vie ce modèle, il faut être à même de le financer, d'où la nécessité de l'actualiser ou le réinventer. Et pour mieux appréhender les conséquences sociales des réformes, il faut un socle commun ambitieux au niveau européen et des mécanismes de solidarité interétatiques²⁸. C'est ainsi que l'Union européenne deviendra solidaire et que les citoyens feront volontiers adhésion.

²⁶ ITURRALDE, Alberto. « L'austérité dans les Traités européens », Note d'analyse, *Pour la solidarité*, juin 2017.

²⁷ CROCHET, Jacques. « Une Europe sociale à construire », *Institut Kervégan*, février 2014. bit.ly/2riqeAM

²⁸ ITURRALDE, Alberto. « La zone euro : vers plus de convergence », Note d'analyse, *Pour la solidarité*, juin 2017.

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES

- GODIN, Romaric. « Eurogroupe : Jeroen Dijsselbloem dérape et refuse de s'excuser », *La Tribune*, 21 mars 2017. Disponible ici : bit.ly/2nRcxad
- DUVAL, Guillaume. « Comment la zone euro en est-elle arrivée là ? », *Alternatives économiques*, 1 mars 2010. Disponible ici : bit.ly/2rnlht1
- PITON, Sophie. « Divergence des prix relatifs : une maladie européenne ? », *La Lettre du CEPII*, septembre 2016, n°369. Disponible ici : bit.ly/2qEMkvM
- « Questions à Patrick Arthus », *La documentation française*, septembre 2012. Disponible ici : bit.ly/2qz3aRi
- « Comment la crise grecque est devenue celle de l'euro », *Le Monde*, 12 mai 2011. Disponible ici : lemde.fr/2rnnrc1
- WYPLOSZ, Charles. « Pourquoi ce rejet d'Europe ? », *Telos*, 11 avril 2017. Disponible ici : bit.ly/2qAbDjd
- DOR, Eric. « Comment le Portugal est parvenu à réduire ses déficits tout en augmentant ses retraites et ses salaires », *Atlantico*, 3 avril 2017. Disponible ici : bit.ly/2oAhnsD
- MOSSARD, Mathilde. « Portugal, l'austérité ou l'exode », *Le Journal International*, 11 avril 2013. Disponible ici : bit.ly/2rn482g
- ROMANO, Anabela. « Entrevista: Fuga de cerebros », *Universia Portugal*, 28 août 2015. Disponible ici : bit.ly/2qyM1Yi
- CARRETERO, Rodrigo. « Jóvenes españoles emigrantes en busca de trabajo », *El Huffington Post*, 13 octobre 2012. Disponible ici : bit.ly/2rTPujX
- DALEY, Suzanne. « Spain Recoils as Its Hungry Forage Trash Bins for a Next Meal », *New York Times*, 24 septembre 2012. Disponible ici : nyti.ms/2rap6Bf
- STUCKLER, David, BASU, Sanjay. « How austerity kills », *New York Times*, 12 mai 2013. Disponible ici : nyti.ms/2liMrif
- ANDRE, Henri-Pierre. « Christine Lagarde appelle tous les Grecs à payer leurs impôts », *Reuters*, 27 mai 2012. Disponible ici : bit.ly/2rav4Sv
- QUATREMER, Jean. « Les maux qui rongent la Grèce », *Libération*, 1 janvier 2014. Disponible ici : bit.ly/2racXfj
- CROCHET, Jacques. « Une Europe sociale à construire », *Institut Kervégan*, février 2014. Disponible ici : bit.ly/2rjgeAM

LIVRES

- BASLE, Jean-Luc. *L'euro survivra-t-il ?* Bernard Giovanangeli Éditeur, 2012.
- AGLIETTA, Michel. *Zone euro : éclatement ou fédération*, Michalon, 2012.
- KRUGMAN, Paul. *Sortez-nous de cette crise... maintenant !*, Éditions Flammarion, 2013.
- ARTUS, Patrick & GRAVET, Isabelle. *La crise de l'euro*, Armand Colin, 2012.

RAPPORTS

- HELLIWELL, John & LAYARD, Richard & SACHS, Jeffrey. *World Happiness Report 2016, Update (Vol. I)*. New York: Sustainable Development Solutions Network, 2016.
Disponible ici : bit.ly/1Z09EQw

BASES DE DONNÉES

- Tableau sur l'inégalité et la pauvreté :
 - Coefficient de Gini du revenu disponible équivalent (pensions incluses dans les transferts sociaux). Disponible ici : bit.ly/2ranXt6
 - Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (en pourcentage de la population totale). Disponible ici : bit.ly/2qzsNI6
- Tableau sur la richesse par habitant :
 - PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA). Disponible ici : bit.ly/2raePVG
- Tableau sur le chômage et l'émigration :
 - Nombre total d'émigrants de longue durée quittant le pays déclarant pendant l'année de référence. Disponible ici : bit.ly/2qA500n
 - Chômage en pourcentage de la population active. Disponible ici : bit.ly/1izwlsT
- Tableau sur les finances grecques :
 - OCDE : Chiffres sur diverses taxes en Grèce. Disponibles ici : bit.ly/2ra3bKk
- Tableau sur la santé :
 - OMS : Dépenses de santé par tête par pays. Disponible ici : bit.ly/2qAeEA0

AUTRES

Reportage photo : nyti.ms/2rbQG1l

Cette publication électronique peut à tout moment être améliorée par vos remarques et suggestions. N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.

POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Fondé par l'économiste belge Denis Stokkink en 2002, POUR LA SOLIDARITÉ - PLS est un European think & do tank indépendant engagé en faveur d'une Europe solidaire et durable.

POUR LA SOLIDARITÉ se mobilise pour défendre et consolider le modèle social européen, subtil équilibre entre développement économique et justice sociale. Son équipe multiculturelle et pluridisciplinaire œuvre dans l'espace public aux côtés des entreprises, des pouvoirs publics et des organisations de la société civile avec comme devise : Comprendre pour Agir.

ACTIVITÉS

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS met ses compétences en recherche, conseil, coordination de projets européens et organisation d'événements au service de tous les acteurs socioéconomiques.

Le laboratoire d'idées et d'actions **POUR LA SOLIDARITÉ – PLS**

1

Mène des travaux de recherche et d'analyse de haute qualité pour sensibiliser sur les enjeux sociétaux et offrir de nouvelles perspectives de réflexion. Les publications POUR LA SOLIDARITÉ regroupées en sein de trois collections « Cahiers », « Notes d'Analyse », « Études & Dossiers » sont consultables sur www.pourlasolidarite.eu et disponibles en version papier.

2

Conseille, forme et accompagne sur les enjeux européens en matière de lobbying et de financements.

3

Conçoit et réalise des projets transnationaux en coopération avec l'ensemble de ses partenaires européens.

4

Organise des conférences qui rassemblent dirigeant/e/s, expert/e/s européen/ne/s, acteurs de terrain et offrent un lieu de débat convivial sur l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

THÉMATIQUES

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS inscrit ses activités au cœur de cinq axes thématiques :



OBSERVATOIRES EUROPÉENS

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS réalise une veille européenne thématique et recense de multiples ressources documentaires (textes officiels, bonnes pratiques, acteurs et actualités) consultables via ses quatre observatoires européens :

- www.ess-europe.eu
- www.transition-europe.eu
- www.diversite-europe.eu
- www.participation-citoyenne.eu

COLLECTIONS POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Sous la direction de Denis Stokkink

NOTES D'ANALYSE - *Éclairages sur des enjeux d'actualité*

- *Espaces de coworking et tiers-lieux : de l'équipe à la communauté.* Rémi Leturcq, mai 2017.
- *La transformation numérique dans l'Europe 2020 : un puissant levier d'inclusion.* Florent Losson, mai 2017.
- *Définanciariser le bien-être.* Daniela Gabor et Maria Magdalena Tancau, avril 2017.
- *L'éducation au développement durable en Europe.* Veronika Von Wachter, mars 2017.
- *L'éducation au développement durable : vecteur de transformation.* Veronika Von Wachter, mars 2017.
- *Être aidant-e : entre solidarité choisie et précarité subie.* Anna Métral, mars 2017.
- *ESS et Jeunesse : valeurs partagées.* Tiphaine Faure, mars 2017.
- *Politique énergétique de l'UE : quelles évolutions ?* Marie Schuller, février 2017.
- *La nouvelle politique énergétique de l'UE et ses enjeux.* Marie Schuller, février 2017.
- *Réchauffement climatique et migration : zoom sur un phénomène méconnu.* Marie Schuller, décembre 2016.
- *LGBTQ et discrimination professionnelle en Europe et aux États-Unis.* Océane Imber, décembre 2016.
- *L'insertion professionnelle des réfugié-e-s : une nécessité qui rencontre des obstacles.* Anna Métral, décembre 2016.

CAHIERS - *Résultats de recherches comparatives européennes*

- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en France.* PLS et SMart, n°35, mai 2015.
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en Wallonie.* PLS et SMart, n°34, mai 2015.
- *Le budget participatif : un outil de citoyenneté active au service des communes.* Céline Brandeleer, n°33, octobre 2014.
- *La Transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie.* Sanjin Plakalo, n°32, mars 2013.

ÉTUDES & DOSSIERS - *Analyses et réflexions sur des sujets innovants*

- *Finance et bien-être, une réflexion participative.* Marie Leprêtre, décembre 2016.
- *Pour l'intégration en apprentissage des jeunes vulnérables.* Sanjin Plakalo, décembre 2016.
- *La participation des travailleurs au sein des entreprises.* Denis Stokkink, novembre 2016.
- *Le modèle des entreprises d'insertion : l'exemple de la France.* POUR LA SOLIDARITÉ et la Fédération des entreprises d'insertion, septembre 2016.
- *Jeunes NEET - Bonnes pratiques européennes en matière d'apprentissage.* Dans le cadre du projet ANEETS, juin 2016.
- *Agir contre les violences faites aux femmes : guide pour les entreprises.* Dans le cadre du projet CARVE, juin 2016.
- *Femmes dans le management des PME : étude comparative.* Dans le cadre du projet GBPM, avril 2016.

Toutes les publications **POUR LA SOLIDARITÉ - PLS** sur www.pourlasolidarite.eu

Affaires sociales

La construction d'un nouveau contrat social implique de promouvoir la participation de tous et toutes aux processus décisionnels, aux projets sociaux communs, rétablir des liens entre la société civile, le marché et l'État, renforcer et créer le sentiment d'appartenance à la société.

Le think & do tank européen POUR LA SOLIDARITÉ - PLS se dédie à renforcer la cohésion sociale de l'Union européenne au travers d'initiatives innovantes liées au handicap, à la protection sociale, à la santé, aux services à la personne, à la pauvreté et aux clauses sociales.

Collection « Notes d'analyse » dirigée par Denis Stokkink

www.pourlasolidarite.eu

Avec le soutien de

